L'éducation en Corée du Sud, laboratoire du néo-libéralisme

Pierre-Louis Gauthier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1948>

DOI : 10.4000/ries.1948

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2002

Pagination : 125-132

ISBN : 978-285420-554-1

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Pierre-Louis Gauthier, « L'éducation en Corée du Sud, laboratoire du néo-libéralisme », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 30 | septembre 2002, mis en ligne le 25 novembre 2011, consulté le 05 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1948> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1948>

Ce document a été généré automatiquement le 5 juillet 2021.

© Tous droits réservés

L'éducation en Corée du Sud, laboratoire du néo-libéralisme

Pierre-Louis Gauthier

« Educational policy should not be formulated
not only for the economic development, but also
the social development¹. »

La préhistoire de l'éducation moderne en Corée

- 1 L'éducation en Corée est, comme partout, profondément enracinée dans le substrat historique, culturel et linguistique. Mais elle participe aussi des bouleversements que connaissent actuellement maints pays d'Asie. Comme dans tous les pays, conserver l'intégrité d'une culture face à la mondialisation des activités humaines et participer au changement sans perdre l'âme de l'éducation est bien la quadrature du cercle que professionnels de l'éducation et politiques s'efforcent de résoudre en Corée comme ailleurs.
- 2 Les origines ouralo-altaïque du peuplement et sa migration dans la péninsule assurent à la culture coréenne son caractère original, entre l'aire de la culture nipponne à l'est et celle de la culture chinoise à l'ouest. L'influence de cette dernière a été dominante pendant des siècles imposant comme une évidence l'écriture chinoise par exemple, les élites coréennes répugnant pendant longtemps à utiliser un autre système d'écriture, fût-il coréen comme le hangul introduit au xv^e siècle et devenu depuis l'alphabet national. C'est également à partir de la Chine que se sont diffusées les grandes familles de pensée religieuses et philosophiques : le bouddhisme, le taoïsme, le confucianisme, aux dépens du chamanisme des ancêtres. La Corée a été le passeur de ces influences vers le monde nippon.
- 3 L'éducation traditionnelle était avant tout destinée à former des serviteurs loyaux, instruits et tout dévoués au service de la cour du pays du Matin calme. La formalisation de l'éducation et des examens, conduisirent, comme dans la Chine impériale, à la fondation d'écoles et d'instituts réservés à l'aristocratie mandarinale comme le

Sungkyunkwan, fondé au XIV^e siècle, et qui subsiste encore sous le nom de *Sungkyunkwan University*.

- 4 Ce système élitiste devait connaître d'importantes mutations avant de finalement disparaître avec l'ouverture du royaume aux idées occidentales et l'adaptation de la société coréenne à de nouvelles exigences économiques. Dès 1885, un décret royal préconisait la création d'écoles primaires modernes et d'écoles professionnelles sur le modèle occidental. *Wonsan Haksa* et *l'English School*, toutes deux fondées en 1883, *Ewha Hakdang* qui existe encore de nos jours, répondaient à ce besoin de modernisation semblable à l'ère Meiji.
- 5 Mais, au moment où la révolution chinoise de 1911 et l'influence des idées de Sun Yat Sen en matière d'éducation faisaient se lever des perspectives nouvelles, l'annexion japonaise de la péninsule portait un coup d'arrêt aux idées modernes. La féroce répression qui suivit les tentatives d'intellectuels coréens pour faire entendre à Versailles en 1918 leur spécificité et les manifestations populaires de Séoul, marquèrent la fin de la souveraineté coréenne.

De l'asservissement au chaos

- 6 Commença alors une longue période de colonisation qui ne devait s'achever que trente-cinq années plus tard. Durant ces sombres années, les écoles durent se soumettre à la règle coloniale dont le principe premier était l'assimilation des Coréens au sein de l'Empire du Soleil levant. Le décret sur l'éducation (1920) fut suivi de mesures aboutissant à l'interdiction de la langue coréenne et à l'obligation de l'éducation en japonais. Les patronymes eux-mêmes n'échappèrent pas à la nipponisation. L'histoire coréenne fut exclue de l'enseignement au profit de la seule histoire du Japon. Ces mesures que les Coréens assimilent à un génocide culturel, aboutirent à un effondrement du niveau d'instruction dans une société totalement asservie. En 1945, le nombre des écoles élémentaires était tombé à 2807, scolarisant toutes en langue japonaise.
- 7 La capitulation du Japon en août 1945 et le retour à la paix ouvraient enfin de nouvelles voies pour l'éducation en Corée. La transition entre le système colonial japonais et une éducation démocratique passait avant tout par la restauration de la langue et de la culture nationales. Dans la perspective démocratique de la première constitution de la Corée du sud, la loi sur l'éducation (1949) préconisait la gratuité et l'obligation de l'école de base. Des mesures radicales furent prises pour refonder une éducation moderne :
 - création d'écoles normales et formation rapide d'enseignants en coréen ;
 - réforme et unification de la structure du système éducatif selon le modèle 6-3-3-4 ;
 - création de manuels pour le primaire ;
 - développement de l'école secondaire et de l'enseignement supérieur ;
 - lutte contre l'analphabétisme des adultes.
- 8 L'autonomie fut posée comme principe fondateur d'une éducation démocratique.
- 9 En fait cette reconstruction s'élaborait difficilement, dans le climat tendu d'un pays coupé en deux par la logique de la guerre froide. Avec le maintien de la présence militaire américaine, les Coréens n'avaient pas vraiment recouvré l'indépendance. L'idéal d'une école démocratique peinait à se concrétiser. Le processus à peine ébauché

fut brutalement interrompu le 25 juin 1950 par l'invasion des armées de la Corée du Nord, suivies par celle des armées chinoises, qui allaient plonger le pays dans le chaos de la guerre de Corée (1950-1953). En 1951, un *Wartime Emergency Education Act* suspendait les mesures adoptées en 1945 et ordonnait d'assurer coûte que coûte un minimum d'instruction, l'éducation étant mise au service de l'effort de guerre. Les écoles continuèrent à fonctionner dans les conditions matérielles et humaines aléatoires d'un pays ravagé.

- 10 Au lendemain de la guerre, la misère de l'éducation était à l'image du pays tout entier. La présence militaire américaine faisait toujours face au péril communiste du nord. L'éducation en Corée du Sud est restée marquée par cette épreuve et l'anticommunisme tient une place importante dans l'enseignement moral et civique, même si l'idéal de la réunification fleurit dans les discours et sur les panneaux des établissements scolaires².
- 11 Certes la reconstruction du système éducatif s'effectua rapidement, portée par les nécessités du développement qui haussa en trente années ce nouveau dragon de l'Asie du Nord-Est au niveau des grandes puissances. C'est à partir des années 70 qu'est franchie la première étape avec l'explosion de l'enseignement primaire, dont les effectifs atteignent en quelques années près de quatre millions d'élèves accueillis dans 5 544 écoles. L'enseignement professionnel, directement concerné par le boom économique, voit le jour dès 1958.
- 12 Le développement entraînait de profonds changements dans le pays et il ne s'agissait plus de restaurer les principes de 1945, mais d'adapter l'éducation à une situation sociale et économique tout à fait nouvelle et évolutive. La désertion des campagnes remonte à cette période et, actuellement, cinq Coréens sur six vivent dans une ville. La concentration dans les villes allait rapidement poser les problèmes de sureffectifs préjudiciables à un enseignement de qualité. Aux problèmes matériels hérités de la guerre, s'ajoutaient l'insuffisance du nombre et de la qualité des enseignants et la médiocrité d'une administration débordée. Néanmoins l'obligation scolaire fut rétablie ainsi que l'extension de l'enseignement secondaire. Mais les capacités d'accueil insuffisantes allaient également faire renaître durablement une compétition excessive pour l'entrée dans le secondaire et l'enseignement supérieur.

La longue marche vers la normalisation et la démocratisation de l'éducation

- 13 En décembre 1968, la *National Charter of Education* définissait les grandes orientations de l'éducation coréenne pour les vingt années à venir et engageait le système éducatif dans une longue série de réformes. La formation des enseignants, devenue une priorité, fut portée à deux années pour le primaire dans les *Juniors Teachers Colleges*, les écoles normales étant abolies, et à quatre années pour le secondaire dans l'enseignement supérieur. La formation en service était prise en compte dans les *Schools of Education*. Premier signe de démocratisation, l'examen d'entrée dans le secondaire, hypersélectif, fut aboli. La grande faiblesse de l'administration fut abordée par la formation accélérée d'administrateurs à la *Seoul National University*. Les réformes les plus déterminantes furent prises à partir de 1970, les finalités du système éducatif étant alors clairement définies dans la perspective du développement du pays. La normalisation de l'enseignement primaire atténua les différences entre zones rurales et urbaines. Mais l'abolition des examens d'entrée dans le secondaire produisit un goulot d'étranglement

pour l'entrée dans le supérieur : une sectorisation drastique accompagnée du tirage au sort suivant les *numerus clausus* (*lottery system*), permet de remédier en partie à cette situation. Ces difficultés entraînent un contrôle renforcé sur les universités dont les enseignants et les étudiants s'accommodèrent fort mal. Certaines universités se regroupèrent alors en consortium, générant elles-mêmes leurs propres réformes des cursus (nombre et nature des crédits, domaines de spécialisation, bases du recrutement des étudiants, équivalences pour l'habilitation, etc.), mais posant par là les fondements de la libéralisation de l'éducation. Créé en 1972, le *Korea Educational Development Institute* a en charge la recherche concernant ce développement durable de l'éducation en Corée du Sud.

- 14 Les années 80 voient le développement se tourner vers la modernisation de l'enseignement. La cinquième République (1980-1987) s'efforce de doter l'éducation de bases institutionnelles plus solides : la formation tout au long de la vie est inscrite dans la constitution de même que l'on préconise une autonomie de l'apprentissage en réponse aux changements rapides des sciences et des techniques. Face au développement fulgurant du monitoring privé et de l'intense bachotage qui l'accompagne, le gouvernement publie, le 30 juillet 1980, une méthode de normalisation de l'éducation. Le système des examens d'entrée est à nouveau réformé. Le curriculum comprend désormais des expériences dans les entreprises.
- 15 Dans les années 90 se poursuit la recherche de la qualité de l'éducation. En mars 1991, une nouvelle loi donne plus d'autonomie à l'échelon local et des « offices de l'éducation » sont créés à l'échelon provincial, destinés à développer la démocratisation. Accompagnant un sixième curriculum promulgué en 1995, des perspectives pour le XXI^e siècle sont tracées par le ministère de l'éducation sous le label « nouvelle Corée ».
- 16 Le mouvement d'adaptation permanente à la conjoncture est probablement inspiré de la politique éducative de Singapour³ qui a su affronter avec souplesse les remous nés de la crise qui affecte la zone et s'abat sur la Corée à partir de 1998, provoquant des faillites retentissantes parmi les « chaebols » (faillites de Kia, de Daewoo en 1999, surendettement de Hyundai en 2000, etc.). Cette adaptation du système éducatif est stimulée par le gouvernement et la présence de l'exécutif au plus haut niveau est sensible dans bien des aspects de la vie de la communauté éducative⁴. Ainsi, au travers de la *Presidential Commission for the new Educational Community*, créée en 1998, c'est le gouvernement qui impulse les principales tendances. La commission dotée de pouvoirs d'intervention, s'est récemment saisie des problèmes suivants :
 - veiller à maintenir la réforme en mouvement ;
 - baser la réforme sur un fond de valeurs civiques. La commission a ainsi défini les buts de l'éducation individuelle : rendre la personne créative et innovante en particulier dans le domaine des technologies nouvelles, l'orienter vers un champ professionnel adapté à ces qualités, la rendre coopérative et apte à communiquer avec son environnement et devenir un citoyen coréen fier d'aborder de manière conquérante la globalisation et la libéralisation ;
 - évaluer la réforme en cours sous l'égide du *Korea Institute of Curriculum and Evaluation* dans les établissements des trois ordres d'enseignement ;
 - préparer les lignes directrices et les grandes options pour le XXI^e siècle. Les prochaines mesures doivent, en 2002, concerner l'enseignement supérieur et notamment le système de recrutement qui a bien du mal à se départir de l'antique sélection par le concours.

- 17 En 1996, la Corée du Sud intégrait l'OCDE et en 1997 elle recevait une première aide du Fonds monétaire international pour l'éducation.

Un système éducatif moderne et performant

- 18 En dépit de son évolution historique chaotique, la Corée du Sud s'est dotée d'un système éducatif performant, à l'image des autres dragons de la mer de Chine, Singapour, et Taïwan.
- 19 La gestion administrative et financière se partage entre trois niveaux de décision : le ministère de l'éducation, récemment réorganisé en « ministère de l'éducation et du développement des ressources humaines », les offices de l'éducation des zones métropolitaines des sept grandes agglomérations et ceux des neuf provinces. Ces derniers niveaux ont été dotés de nouveaux pouvoirs à la faveur de la loi de 1991 qui leur permettent de prendre des décisions autonomes suivant les perspectives de développement local. Ces décisions relèvent de compromis entre l'opinion publique, les différents groupes de pression et le point de vue des professionnels du marché de l'emploi. La province est découpée en districts d'éducation. Ainsi, dans la province de Chungcheongbukdo (1,5 million d'habitants), au sud de Séoul, il existe onze districts. Dans chaque district, l'office local a un bureau composé de membres élus. Ces fonctions sont bénévoles et ne donnent pas lieu à salaire. Aucun des membres ne peut représenter un parti politique et la moitié d'entre eux doivent avoir au moins dix années d'expérience dans l'enseignement. L'exécutif est assuré par un superintendant élu pour quatre années. Cette structure laisse peu d'autonomie à l'établissement de base : 10 % des décisions environ lui reviennent, notamment le choix des matériels et manuels dans un marché fortement concurrentiel⁵.
- 20 La structure de l'enseignement se rapproche du schéma généralement adopté par les pays développés. Le pré-scolaire est ouvert aux enfants de trois à cinq ans. Il est géré par des institutions privées, religieuses ou sociales, à plus de 80 %. N'étant pas obligatoire et fonctionnant en dehors de la structure scolaire formelle, il ne concerne, à cinq ans, que 44,2 % de la tranche d'âge. L'enseignement élémentaire est gratuit et obligatoire. Cependant, pour remédier à la crise née de l'urbanisation rapide des années 70, le gouvernement a créé en 1982 une taxe scolaire qui avait pour but de faciliter la modernisation. Ainsi l'enseignement à mi-temps a disparu et les effectifs par classe ont chuté de 65 élèves en moyenne en 1965 à 34,5 en 2000. L'enseignement élémentaire comprend une progression à deux vitesses permettant aux élèves doués d'avancer plus vite. De même, et toujours dans l'esprit de compétition souligné plus haut, les enfants de cinq ans peuvent entrer à l'école primaire si les effectifs le permettent. Cela concerne environ dix mille élèves par an. Exemple concret : l'école élémentaire de Miwon, toujours dans la province de Chungcheongbukdo, regroupe depuis 1999, les 357 élèves de cinq anciennes écoles rurales, dans quinze classes dont une classe spéciale et deux classes pré-élémentaires. Y travaillent, outre le principal et son adjoint, dix-sept enseignants et huit employés.
- 21 L'enseignement secondaire se partage entre écoles moyennes (*Middle Schools*) et lycées (*High Schools*). Les premières sont partiellement gratuites depuis 1985, en particulier dans les zones rurales, et l'entrée est soumise au *lottery system* informatisé. L'enseignement secondaire supérieur (*High Schools*) est payant. L'admission s'opère sur examen d'entrée. La sectorisation tend en théorie à limiter le choix des meilleurs

établissements par les parents. En fait depuis 1996, le *lottery system* est en vigueur partout, depuis que les écoles privées et indépendantes peuvent sélectionner leurs élèves et fixer le coût des études selon leurs critères propres. De même certaines villes majeures (Séoul, Pusan, Inchon, Kwangu) appliquent leur propre sélection à l'entrée des *High Schools* publiques. Auprès des mathématiques et du coréen, l'enseignement des langues étrangères est assuré dans tout le secondaire. L'anglais, rendu obligatoire depuis 1995, vient en tête, talonné par le japonais en forte expansion. Le français se maintient. Dans la seule province de Chungcheongbukdo, exercent dix-sept professeurs de français, relayés à l'université par quatre lecteurs français. Une quarantaine de *Special High Schools*, dont dix à Séoul, se sont spécialisées dans les langues. La sélection et l'élitisme sont encore renforcés dans les seize *Special High Schools* destinées aux étudiants doués pour les sciences.

- 22 La formation des enseignants est concentrée dans les « universités d'éducation » pour l'élémentaire et dans les collèges universitaires pour le secondaire. Seule la *Korea National University of Education* ouverte en 1985, a un statut d'État. L'enseignement professionnel qui a connu un fort développement, toute latitude étant laissée aux établissements pour recruter leurs élèves (37,6 % du recrutement), tend à la modernisation des pratiques agricoles et à une adaptation drastique aux besoins de l'industrie.
- 23 Les sept catégories d'établissements d'enseignement supérieur publics, tous sous la supervision directe du ministère de l'éducation, pratiquent une course à la compétition favorisée par un système de quota très sophistiqué. Les modalités d'entrée sont précédées par un examen préliminaire qui détermine pour chaque postulant le collège universitaire ou l'établissement auquel il peut prétendre se présenter. L'examen lui-même, laissé à l'appréciation de chaque établissement, devrait faire place pour 40 % aux résultats obtenus tout au long de la scolarité secondaire, en anglais, mathématique et coréen. Les établissements privés suivent leur propre politique hors de tout contrôle. Tous les efforts du ministère au cours de ces dernières décennies ont été de conformer la demande de l'enseignement supérieur aux besoins du marché de la main-d'œuvre et de la compétition internationale en instaurant un classement hiérarchique des universités. On sait que cela n'a pas été sans succès dans maints domaines de la production des biens et des services. Les effectifs des enseignants ont été revus à la faveur de cet effort, et presque toujours à la baisse. On retrouve dans l'enseignement supérieur comme dans le secondaire, les filières réservées aux étudiants doués, dans vingt-et-un départements et instituts différents. Le *Korean Institute of Science and Technology*, ouvert en 1971, accueille à lui seul 6 700 étudiants de cette catégorie.
- 24 La formation tout au long de la vie a vu en Corée se mettre en place un dispositif qui devrait permettre d'améliorer le niveau des 75 % de la population qui n'ont pas reçu d'éducation formelle. Les *Civic Schools* et les *Civic High Schools* couvrent à peu près les niveaux élémentaire et secondaire inférieur. Ajoutons que l'enseignement par correspondance et par les ondes est très développé. Le plus original dans le domaine est sans doute l'institution des « universités industrielles », vaste ensemble lié aux industries et aux différents « *chaebols* ». Les règles de quota et de sélection sont semblables à celles de l'ensemble éducatif coréen mais les niveaux de sélection sont variables et adaptés aux réelles possibilités du marché du travail. Le système de crédits répertorié par un système bancaire (*Educational Credit Banking System*) permet toute une série d'équivalences compatibles avec le changement de firme ou d'emploi. Des

équivalences sont également établies avec l'échelle des qualifications proprement universitaires. La quête d'identité culturelle après un tiers de siècle de colonisation a conduit le gouvernement à multiplier à l'étranger les écoles coréennes destinées à l'émigration. Notamment le phénomène massif d'adoption d'orphelins à la suite de la guerre a entraîné toute une politique de « reconquête » de ces Coréens perdus.

Orientation et problèmes : un darwinisme scolaire

- 25 L'éducation en Corée du Sud, après d'un indéniable redressement après la catastrophique guerre de Corée, connaît pourtant un certain nombre de difficultés et les récentes orientations gouvernementales pourraient à terme constituer des blocages et une régression pour le système éducatif.
- 26 La scolarisation des filles reste significativement inférieure dans tous les ordres d'enseignement : de 46 % dans l'élémentaire à 35 % à l'université, cette tendance étant plus marquée dans l'enseignement privé. Une réflexion sur la condition féminine s'imposerait sans doute. Les disparités régionales nées de la concentration de la population dans les très grandes villes restent importantes.
- 27 Mais plus durables sont les orientations gouvernementales données à l'éducation depuis une dizaine d'années. On aura compris au long de ce descriptif sommaire que la Corée du Sud est l'un des pays les plus engagés sur la voie de la globalisation néo-libérale. La plupart des mesures adoptées par la *Presidential Commission on Education* répondent à cette logique. Toute réglementation tendant à normaliser les pratiques éducatives est abolie. L'abandon progressif de l'idéologie démocratique est sensible à partir de 1994, avec la rupture de l'égalité entre les établissements dans le secondaire supérieur et la liberté totale laissée aux *High Schools* privées. La Corée du Sud est le pays dans lequel le taux d'écoles privées est le plus élevé : 48 % pour les *High Schools* (Grande-Bretagne : 8 % ; États-Unis : 10 % ; France : 21 % ; Allemagne : 9 % ; Suède : 2 % ; Japon : 15 %)⁶. Ces orientations favorisent la compétition la plus débridée entre les élèves avec la réapparition des examens préparatoires aux concours d'entrée, le bachotage, les cours privés. Les enseignants sont gagnés par le même esprit de compétition favorisé par le « *bonus system* » hérité de l'industrie et que le ministère de l'éducation tend à instaurer comme système de promotion. Mais surtout règne l'indifférence aux problèmes humains que génère une société scolaire partagée entre gagnants et perdants. Cette évolution a entraîné une chute de l'enseignement public et sa désaffection par les classes moyennes. Le nombre d'élèves quittant le secondaire en cours de cursus a atteint 600 000 en 1999⁷. Certes quelques groupes tentent de réagir contre la propagation le « fléau social majeur », véritable psychose sociale⁸. En fait l'inégalité est prônée comme le moteur de l'évolution de l'éducation, selon une sorte de darwinisme scolaire. Elle correspond à ce monde des marchés dans lequel l'éducation n'est plus considérée que comme une marchandise. « *In effect, education is seen as simply one more product like bread, cars, and television* »⁹. Le principe de cette marchandisation de l'éducation est que l'école doit être rentable. Loin d'être l'un de ces « trous noirs » qui sont la hantise des financiers, elle doit au contraire attirer les investissements nationaux et étrangers que le gouvernement coréen vient d'autoriser dans l'éducation. Ces mesures stimulent les écoles auto-financées qui gèrent leur propre fonctionnement aussi bien que leur curriculum souvent alignés sur les normes américaines et japonaises.

La République de Corée : comparaisons

Superficie : 99 484 km ²	France : 549 000 km ²
Population : 46 740 000 h*	France : 59 240 000*
Accroissement moyen/an : 410 000 (1 %) *	France : 350 000 (0,4 %)*
Densité absolue (h/km ²) : 469	France : 107
Capitale : Seoul : 19 600 000 h	Paris : 9 500 000
PIB total : milliard \$: 802,8	France: 1333,7
PIB par h: 17 176	France : 22 514
Dépense publique éducation : 3,7 % PIB (1995)	France: 7,2 % (1999)
Taux nets scolarisation dans le tertiaire (17-34 ans)	
Hommes : 16 % femmes : 8 %	France: h :15 % f: 12 %

* ONU- World Population Prospects : the 2000 revision.

- 28 Si l'évolution rapide du système éducatif coréen ne permet pas encore d'évaluer les effets de ce véritable laboratoire du modèle éducatif ultra-libéral, il requiert néanmoins toute notre attention pour ce qu'il préfigure déjà.

NOTES

1. Kyu Hwan Lee, professeur émérite, *Ewha Womans University*, Séoul.
2. Mann-Gill, *Education Integration in North and South Korea*, Korean Educational Development Institute, Seoul, 2001.
3. P.-L. Gauthier, « Diversité culturelle et linguistique en Asie du Sud-Est. L'exemple de Singapour ». *Revue internationale d'éducation*, n° 17, 1998.
4. Au cours du Congrès mondial de l'éducation comparée en juillet 2001, à Chunghunk près de Séoul, on a pu voir le premier ministre Wan-Sang venir lui-même saluer les participants cependant que le président de la république de Corée adressait un long message enregistré sur vidéo.
5. Il existe 715 manuels différents pour l'ensemble de la scolarité obligatoire.
6. Korean Education Development Institute, *Educational Statistics for 1998*.
7. *The Korean Herald*, 5 mai 2001.
8. *A Declaration against Discontinuing the Equalization Policy of High Schools* – The National Union of Workers Teachers – Junkyojo Shimmun – Seoul- 1995.

9. Kyu Hwan Lee, *Social Development and Democratization of Education* – Seoul, Han-wul Publishing Co, 1992 : « Dans les faits, on considère que l'éducation est tout simplement un produit de plus, au même titre que le pain, les voitures et la télévision » (traduction de la RIES).

INDEX

Mots-clés : système éducatif

Index géographique : Corée du Sud

AUTEUR

PIERRE-LOUIS GAUTHIER

Expert près la Commission européenne